



**HAL**  
open science

## GSRL - Groupe sociétés religions laïcités

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. GSRL - Groupe sociétés religions laïcités. 2009, École pratique des hautes études - EPHE. hceres-02032005

**HAL Id: hceres-02032005**

**<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02032005>**

Submitted on 20 Feb 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

## Rapport d'évaluation

Unité de recherche :

Groupe Sociétés, Religions, Laïcités (GSRL)

de l'Ecole pratique des Hautes Etudes  
(EPHE)



Avril 2009



agence d'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

## Rapport d'évaluation

Unité de recherche :

Groupe Sociétés, Religions, Laïcités (GSRL)

de l'Ecole pratique des Hautes Etudes  
(EPHE)

Le Président  
de l'AERES

Jean-François Dhainaut

Section des unités  
de recherche

Le Directeur

Pierre Glorieux

Avril 2009



# Rapport d'évaluation

## L'Unité de recherche :

Nom de l'unité : Groupe Sociétés, Religions, Laïcités (GSRL)

Label demandé : UMR

N° si renouvellement : UMR 8582

Nom du directeur : Philippe PORTIER

## Université ou école principale :

Ecole pratique des Hautes Etudes (EPHE)

## Autres établissements et organismes de rattachement :

CNRS

## Date(s) de la visite :

24 mars 2009



# Membres du comité d'évaluation

## Président :

Pierre BRÉCHON, Institut d'études politiques de Grenoble, PACTE (IEP Grenoble/CNRS)

## Experts :

Roland J. CAMPICHE, Université de Lausanne

Claude DARGENT, Université Paris 8, CRESPPA

Bruno DURIEZ, CLERSE, Université de Lille 1

Expert(s) représentant des comités d'évaluation des personnels (CNU, CoNRS, CSS INSERM, représentant INRA, INRIA, IRD.....) : /

# Observateurs

## Délégué scientifique de l'AERES :

Olivier GALLAND

## Représentant de l'université ou école, établissement principal :

Mr Henri HUGONNARD-ROCHE, assesseur recherche de l'EPHE

Représentant(s) des organismes tutelles de l'unité : /



# Rapport d'évaluation

## 1 • Présentation succincte de l'unité

L'unité regroupe 44 membres statutaires, répartis en 17 chercheurs CNRS (dont 1 émérite et 1 post-doc contractuel), 4 ITA, 13 enseignants EPHE (dont 2 émérites), 10 enseignants en poste dans d'autres universités. Ce chiffre est en croissance (38 au 1<sup>er</sup> janvier 2006).

17 membres ont une HDR (ou sont professeurs ou directeurs de recherche), 21 HDR sont espérées au 1<sup>er</sup> janvier 2010. 9 personnes HDR encadrent actuellement les thèses en cours. 4 personnes bénéficient d'une PEDR.

Le bilan parle de 26 thèses soutenues dans les 4 dernières années. Le chiffre est un peu plus réduit (entre 19 et 26), plusieurs thèses dont la soutenance était prévue en novembre ne l'ayant pas été.

Moyenne de la durée des thèses soutenues : 4 ans et 9 mois.

55 thèses sont en cours dont seulement 2 sont financées (1 allocataire et 1 financement collectivités locales). En revanche, 5 des thèses soutenues l'ont été par des allocataires. On constate une considérable raréfaction des financements de thèse en provenance de l'EPHE, ce qui est préjudiciable à l'unité.

Le laboratoire affiche 52 post-doctorants, ce qui est très important. Un seul semble être sur un contrat CNRS rémunéré. D'autres ont probablement obtenu des soutiens pour leur activité de recherche, mais le rapport ne donne pas de précisions à ce sujet. Une fois leur thèse soutenue, les docteurs font acte de candidature auprès du laboratoire (sur la base d'un nouveau programme de recherche). Cette procédure est à encourager. Cette association devrait être temporaire, pour le temps où le jeune docteur recherche un poste.

Le laboratoire pratique également une politique active d'association de chercheurs, étrangers notamment, avec lesquels il entretient des liens suivis de collaboration.

Nombre de publiants : 29 sur 34 membres enseignants et/ou chercheurs (selon le décompte AERES), soit un taux de 85 %.

## 2 • Déroulement de l'évaluation

9 h 30 - Accueil dans le laboratoire

9 h 50 - 13 h 15 : Réunion plénière, en présence de nombreux membres du laboratoire.

9 h 50 - Intervention de l'assesseur recherche de l'EPHE

10 h 00 - Présentation du bilan des quatre dernières années par l'équipe de direction et par les responsables d'équipes ; discussion avec le comité

12 h 00 - Présentation du projet par l'équipe de direction et par les responsables d'équipes ; discussion avec le comité

13 h 15 - Repas

14 h 10 - Discussion avec les doctorants



15 h 15- Discussion avec les ITA

16 h 20 - Délibération du comité

17 h 30 - Fin de la visite

Les échanges se sont déroulés dans un esprit très constructif, l'équipe se montrant très réceptive à nos suggestions.

### 3 • Analyse globale de l'unité, de son évolution et de son positionnement local, régional et européen

L'unité, diversifiée du point de vue de l'appartenance disciplinaire de ses membres (sociologie, histoire, philosophie, science politique...), de leurs références aux grandes traditions de sciences sociales, de leurs aires géographiques de prédilection, est de taille moyenne, en croissance régulière depuis sa création en 1995.

Un effort très important de structuration du laboratoire a été conduit au fil du temps (structuration en programmes, séminaire interne du laboratoire et séminaires des programmes, rattachement des doctorants aux programmes, diffusion régulière d'une newsletter interne...). Ceci donne à l'unité une image de cohésion et d'homogénéité autour de quelques référentiels conceptuels communs. Les nombreux séminaires et occasions de réflexion collective ont favorisé un rapprochement des problématiques de recherche, sans fuir les débats internes.

Le nombre de contrats dans lequel le laboratoire est impliqué semble en hausse (7 contrats pendant ce quadriennal).

Le laboratoire est attractif puisque 15 candidats à des postes de chercheur CNRS ont demandé le soutien du GSRL pour la campagne de recrutement en cours.

Le bilan des publications est quantitativement en hausse très sensible. Il est qualitativement satisfaisant. On repère cependant quelques faiblesses de production pour l'un ou l'autre membre.

Le GSRL est un laboratoire leader en France et en Europe dans le champ de la sociologie des religions. Plusieurs de ses membres sont régulièrement sollicités par les pouvoirs publics pour des missions d'expertise. Les relations internationales sont très développées et constituent un atout capital.

Le laboratoire ne semble pas figé dans ses approches théoriques. La réflexion conceptuelle interne est très exigeante et progresse en lien avec les débats externes, dans le cadre notamment des échanges internationaux.

A écouter l'exposé du bilan et du projet, on sent des tensions entre une approche par aires culturelles et une approche comparée sur des grandes problématiques. Ces tensions sont classiques. Néanmoins, compte tenu des objets de recherche du laboratoire, il y a là une question majeure pour son développement futur.

Les chercheurs CNRS sont dans l'ensemble assez jeunes ; les enseignants EPHE ont une moyenne d'âge plus élevée mais qui semble plus basse que dans d'autres secteurs de l'école, du fait de la présence de quelques MCF.

### 4 • Analyse équipe par équipe et par projet

L'activité scientifique du laboratoire est organisée autour de cinq programmes thématiques. Chaque chercheur participe à au moins un programme ; certains participent à deux, parfois à trois.



A l'occasion de la préparation du prochain contrat quadriennal, le laboratoire a en partie remodelé ses programmes. Sur les cinq du précédent contrat, trois continuent et deux sont nouveaux.

Les trois qui continuent :

- « Religions et sociétés en Asie » : l'effort de comparatisme interne à l'Asie doit être poursuivi et le début de comparaison externe engagé avec les cultes asiatiques en Occident (notamment à Paris) apparaît prometteur.
- « Islam, politiques et sociétés » : la problématique développée dans le projet, visant à étudier la société civile en islam, est très intéressante. Cependant elle gagnerait à être davantage balisée, pour des zones géographiques données, en précisant les méthodologies empiriques utilisées, en s'assurant de l'accessibilité des terrains d'analyse et en essayant de comparer pays musulmans majoritaires et minoritaires, selon une distinction par ailleurs établie dans cet univers religieux. Compte-tenu des forces disponibles, serait-il possible de traiter dans la même équipe de ces deux types de situation pour l'islam ?
- « Pluralité religieuse et démocratie en Europe et en Amérique du Nord », poursuivi sous le titre « Pluralisme, Démocratie, Religions et Laïcités » : le programme s'est révélé très porteur sous le précédent quadriennal à travers le programme REDCO (Religion et éducation dans huit pays européens), mais aussi les séminaires réguliers d'échanges franco américains sur « Pluralisme, religion et politique » et franco-allemands sur la comparaison des traditions nationales d'études du religieux. Les nombreuses opérations de recherche envisagées dans le projet développent avantageusement la dynamique lancée.

Les deux programmes nouveaux :

- « Dieu change à Paris » : ce projet ambitieux vise à saisir l'ensemble des manifestations du religieux dans une grande agglomération. L'agglomération parisienne semble constituer un très bon lieu pour analyser les germinations du religieux dans une société marquée par l'ultramodernité. Il sera important de se remettre en mémoire les analyses des années 1960-1970 pour mieux situer les nouvelles dimensions du religieux dans les grandes métropoles. Se rapprocher d'équipes qui travaillent sur la métropolisation serait également très souhaitable. Surtout il conviendrait de ne pas limiter le travail au religieux institutionnalisé, fût-il le fait de groupes minoritaires. Il faut réfléchir aux possibilités d'observation du religieux désinstitutionnalisé dans la ville, qui est souvent constitué de croyances flottantes, peu repérables dans l'espace public, mais néanmoins présentes (et peut-être efficientes) dans les représentations des individus.
- « Imaginaires, religions, sécularisation XIXe - XXe siècles » : la problématique est très stimulante (étude de la dimension religieuse et séculière des images et des images de soi). On espère qu'une équipe autour de cette thématique pourra effectivement se mettre au travail, unissant différentes disciplines au-delà des seules approches historiques.

Les deux programmes abandonnés ne devraient pas rester sans suite. Certains aspects sont intégrés dans les programmes nouveaux ou renouvelés. Un dispositif plus léger permet aux chercheurs de continuer la réflexion collective, notamment sur les groupes religieux minoritaires ou la dimension de genre du religieux.

## 5 • Analyse de la vie de l'unité

— En termes de management :

On ressent un climat de bonne ambiance et de convivialité, précieux dans une unité de recherche. Il est probablement favorisé par une « bonne gouvernance » qui allie une direction ferme et une concertation avec l'ensemble des membres du laboratoire. Les services des ITA sont particulièrement reconnus et appréciés par les chercheurs-ses et par les doctorants.



- En termes de ressources humaines :

Le remplacement de la personne technicienne gestionnaire (mutation prévue incessamment) apparaît extrêmement prioritaire. Si ce poste n'était pas pourvu, il serait difficile de maintenir certains des outils existants, qui facilitent pourtant beaucoup la communication interne et externe. Au-delà de ce remplacement, un renforcement de l'équipe administrative permettrait de mieux accompagner le montage et la gestion des contrats de recherche et d'améliorer la visibilité externe du laboratoire (par exemple dans les relations avec la presse pour valoriser les résultats des recherches)

Le renforcement des capacités d'analyse du laboratoire sur l'islam en Europe sera nécessaire pour tenir le programme annoncé.

Le laboratoire apparaît aussi assez démuné pour ce qui concerne les méthodologies quantitatives.

- En termes de communication :

Le site web devrait être dynamisé et mieux actualisé.

## 6 • Conclusions

- Points forts :

- Une culture cohésive de laboratoire.
- Des collaborations structurantes avec des chercheurs étrangers sur le long terme.
- Des publications fortes et significatives d'un nombre important de membres.
- Un nombre important de journée d'études.
- Une capacité précieuse de comparaison entre les religions, mais aussi entre les laïcités, au niveau français, européen, mondial.

- Points à améliorer :

- Les programmes de comparaisons européennes - qui ont commencé à être développés - devraient encore être renforcés.
- Le laboratoire reconnaît dans son rapport trois faiblesses, que le comité reprend à son compte sous la forme suivante :
  - Une difficulté à encadrer ses (trop ?) nombreux doctorants. Le laboratoire envisage à juste titre de créer des activités spécifiques à leur intention, de manière à mieux les encadrer, même s'ils participent déjà aux programmes et sont associés aux recherches. Il convient de renforcer les collaborations entre doctorants et d'améliorer encore leurs conditions d'accueil (un seul poste de travail pour cinquante doctorants, c'est trop peu). Il serait normal que le représentant des doctorants au conseil de laboratoire soit élu. L'école doctorale devrait être plus active.
  - Les thèses durent trop longtemps, peut-être du fait de l'absence de financement pour la plupart des doctorants.
  - Le nombre de HDR est relativement faible, ce qui entraîne une concentration des doctorants sur un petit nombre de directeurs de recherches. Plusieurs habilitations ont été soutenues récemment ou devraient l'être sous peu, ce qui devrait améliorer sensiblement la situation et permettre une meilleure répartition des directions de thèse.



- Le laboratoire a eu du mal à structurer un pôle d'étude de l'islam européen, en l'absence de sa spécialiste, toujours membre du laboratoire mais détachée à Harvard. Il y a là un véritable problème pour lequel le laboratoire ne semble pas avoir dans l'immédiat de solution adéquate.

— Recommandations :

- Il serait important que l'EPHE comble le retard qu'elle a pris dans la mise à disposition d'allocations pour des thèses en sciences sociales des religions. Une politique de fléchage d'allocations serait nécessaire. Il est important aussi de chercher des allocations et d'autres financements liés à des contrats de recherche.
- La politique de réponse à des appels d'offres pour des contrats de recherche (collectivités locales, ministères, ANR, PCRD...), déjà menée avec un certain succès, devrait être encore renforcée : pour l'instant, les ressources sur contrats ne représentent qu'environ 100 000 € par an.

Note de l'unité	Qualité scientifique et production	Rayonnement et attractivité, intégration dans l'environnement	Stratégie, gouvernance et vie du laboratoire	Appréciation du projet
A	A	A+	A	A

## GRUPE SOCIÉTÉS, RELIGIONS, LAÏCITÉS

### Réponse du Groupe Religions, Sociétés et Laïcités (UMR 8582 EPHE/CNRS)

#### au rapport du Comité de visite de l'AERES

L'équipe de direction et l'ensemble du GSRL remercient le comité de visite pour son travail d'évaluation. La visite s'est déroulée dans de bonnes conditions. Nous voudrions cependant apporter ici des précisions et corrections sur six points. Il n'est pas dans les habitudes du GSRL de remettre en cause les appréciations des Comités de visite. Il avait accepté sans discussion l'évaluation réalisée il y a quatre ans. S'il entend réagir aujourd'hui, c'est que certaines remarques du rapport lui semblent contestables.

- 1) La question des travaux sur **l'islam en général et l'islam européen** en particulier au sein du GSRL.

Le comité reproche au GSRL de vouloir couvrir sur ce point un champ trop large. Nous regrettons que le comité de visite n'ait pas relevé que le programme du GSRL sur l'islam et les sociétés civiles se consacre clairement aux pays à majorité musulmane du sud et de l'est de la Méditerranée. C'est là son objet central, sur lequel les compétences des membres du programme sont clairement établies et reconnues.

Par ailleurs, il est vrai que le GSRL souhaite accueillir un spécialiste de l'islam européen, pour intervenir sur ce champ qui n'est pas pour le moment réellement le sien : nous avons fait de façon répétée et insistante la demande d'un poste fléché sur ce thème auprès de nos deux tutelles, le CNRS et l'EPHE. L'architecture de la recherche publique française ne nous permet pas de faire plus. Nous souhaitons que nos tutelles entendent l'écho de notre demande dans le rapport du comité de visite.

La lecture du rapport nous amène à penser que c'est cette question de l'islam qui avait semblé un peu problématique. Les autres programmes font en effet l'objet d'une approbation sans nuances. Nous espérons avoir levé le doute.

Sur la question des postes, le rapport du Comité note que le GSRL est « démunie en ce qui concerne les méthodologies quantitatives ». Nous voulons rappeler qu'une demande de poste en ce sens, après le décès de notre spécialiste, a été adressée au CNRS lors des dernières campagnes Labintel.

## **2) Les doctorants et post-doctorants.**

Nous ne pouvons qu'appuyer le rapport dans son message à l'EPHE de tout faire pour augmenter les allocations de thèse accessibles à nos doctorants. Nous les accompagnons très activement dans leurs recherches de financement, et nous venons d'obtenir une bourse doctorale CNRS pour l'un d'eux. Mais là encore, nous touchons aux limites de ce que peut faire une UMR. Et nous refusons, en lien avec la politique scientifique de l'EPHE (qui trouve dans la formation des futurs docteurs l'une de ses raisons d'être), le malthusianisme en matière de recrutement de doctorants, dont beaucoup sont étrangers et disposent, malgré les difficultés de financement au cours de la thèse, de brillantes perspectives d'avenir. Au cours des trois derniers mois, deux de nos doctorants viennent d'ailleurs d'obtenir des postes de professeurs titulaires dans des universités de haut niveau (Belfast, UQAM). Notons aussi qu'outre le poste de travail qui leur est dédié au sein de nos locaux, ils ont accès à des ordinateurs portables, à des espaces de travail au sein des bureaux des cinq programmes. Cet espace sera agrandi à la faveur de l'extension des locaux que le CNRS vient de nous accorder. Nous regrettons d'ailleurs que la satisfaction sans nuances qu'éprouvent nos doctorants à travailler au GSRL ne soit pas notée à sa mesure dans le rapport. Ce n'est là, il est vrai, qu'un point un peu secondaire dans l'évaluation du Comité de visite, mais nous tenions à donner sur cette question l'état réel de la situation.

Pour ce qui a trait aux post-doctorants, le Comité précise, après avoir souligné que le GSRL compte dans ses rangs des chercheurs déjà docteurs mais sans poste statutaire : « Cette association devrait être temporaire, pour le temps où le jeune docteur recherche un poste ». Nous voulons rappeler ici que c'est déjà le cas puisque les post-doctorants ne sont agrégés au GSRL que pour une période de deux ans, éventuellement renouvelable après examen du dossier.

## **3) Les publications.**

C'est, à notre avis, un point essentiel. Nous sommes surpris par la phrase : « Le bilan des publications ... est qualitativement satisfaisant ». Sans tomber dans l'autocélébration, nous

pensons qu'une analyse plus poussée de ce bilan aurait permis de dire qu'y figurent des dizaines d'articles dans les principales revues de référence françaises, européennes et nord-américaines et dans les revues les plus spécialisées, ainsi que des ouvrages individuels et collectifs dans les plus grandes presses universitaires. C'est en bonne partie par cette visibilité de ses livres et articles que le GSRL existe sur la scène internationale, et qu'il est devenu, comme le note le rapport lui-même, un « laboratoire leader sur le plan français et européen ».

Ajoutons que plusieurs membres du GSRL collaborent non seulement aux *Archives de Sciences Sociales des Religions*, mais aussi à d'autres revues internationales dans le domaine (*Social Compass, Journal of Contemporary Religion, Religion, State and Society...*), ainsi qu'à de nombreuses expertises en France et à l'étranger. Nous souhaitons donc vivement que la formule inappropriée, eu égard au caractère très élogieux de la reconnaissance scientifique nationale et internationale dont sont l'objet nombre de publications des membres du GSRL, soit retirée du rapport.

#### 4) Contrats et comparaisons européennes.

Le Comité relève à mots couverts que le GSRL pourrait peut-être faire davantage en matière de contrats et de comparaisons européennes. Là encore, on ne peut que s'étonner de cette remarque. Le Comité ne souligne pas par exemple le projet extrêmement ambitieux - sur la gestion de la diversité religieuse en Europe - que nous avons soumis, avec une équipe composée de treize laboratoires des plus grandes Universités européennes, à l'appel d'offre du 7<sup>e</sup> PCRD. Nos partenaires nous ont confié la mission de diriger tout le pan sociologique de cette enquête comparative dans onze pays d'Europe et nous ont dotés, pour ce faire, de 300 000 euros. La réussite de cette entreprise collective de très grande ampleur ne relève plus de l'hypothèse, puisque le projet a été **classé premier par le comité européen d'évaluation, et retenu par la commission européenne.**

Notons au passage que, même sans ce contrat, 100 000 euros par an – ce que nous avons obtenu avant le succès que nous venons de signaler -n'est pas si peu pour un laboratoire de SHS. Par ailleurs, nous prenons bonne note de l'incitation qui nous est faite de développer l'approche comparatiste. Elle est cependant en contradiction avec la remarque finale du rapport, suivant laquelle notre point fort, comme le montrent d'ailleurs nos bibliographies, consiste précisément à développer des études comparées en sociologie des religions et des laïcités.

#### 5) Aires culturelles et approches thématiques.

Le Comité soulève le fait que nos programmes de recherche articulent l'étude par aires culturelles et l'étude par réflexions thématiques, en y voyant un défi « majeur ». S'il est vrai que le GSRL combine les deux, comme nombre de laboratoires, nous ne voyons pas en quoi cela constitue une tension et encore moins une question. D'ailleurs, comme nous l'avons

précisé au Comité lors de sa visite, les programmes, qui travaillent sur des objets clairement définis, sont de fait tous liés à des « aires culturelles » (les programmes dits « thématiques » travaillent en réalité essentiellement sur l'Europe et l'Amérique du Nord). En outre, tous les programmes s'appuient, dans leur spécificité, sur des cadres conceptuels communs, élaborés dans des lieux de réflexion (séminaires internes) qui réunissent les chercheurs des cinq axes. Ce modèle d'organisation fonctionne au sein du GSRL de manière harmonieuse, et doit même déboucher, dans le prochain quadriennal, sur un manuel d'enseignement des sciences sociales des religions à visée explicitement comparative et transculturelle.

## 6) La gouvernance

Elle est particulièrement bien évaluée dans le rapport. Le Comité souligne l'ambiance de cordialité qui règne au sein du GSRL, en la rapportant à l'effort de structuration interne menée depuis plusieurs années (séminaires, équipes...), à l'association de ses membres à la prise de décision, à une direction ferme, à l'intégration des ITA. Nous approuvons sans réserve cette remarque, en regrettant que ce point n'ait pas fait l'objet d'une insistance plus grande.

Nous regrettons enfin qu'en dépit de nos explications écrites et orales, le Comité n'ait pas relevé sauf incidemment (quand il évoque la hausse sensible du nombre de nos publications), l'évolution considérable depuis quatre ans du GSRL, à quelque niveau qu'on se situe : attractivité, qualité des publications, présence dans tous les grands forums internationaux, gouvernance, augmentation considérable des colloques et journées d'études organisés par nos membres.

Au total, étant donné les zones d'ombre du rapport, et eu égard à l'expérience de certains d'entre nous au sein de comités de visite dépêchés par l'AERES auprès d'autres laboratoires de sciences sociales, nous ne pouvons, sans rejeter évidemment certaines des recommandations qui nous sont adressées, que demander une réécriture dans un sens plus positif de ce rapport qui déterminera notre notation.

Philippe Portier et Vincent Goossaert, respectivement Directeur et Directeur-adjoint du GSRL.